

Unité départementale de la Côte-d'Or
21, boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 13/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Framatome SAS – Etablissement de Montbard

TOUR AREVA 1 PL JEAN MILLIER
92400 Courbevoie

Références : 2025-201
Code AIOT : 0005401360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement Framatome SAS – Etablissement de Montbard implanté 5 AVENUE DU GENERAL LECLERC 21500 Montbard. L'inspection a été annoncée le 31/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche-Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération spécifique au cours du 1^{er} semestre 2025.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de FDS

conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tout risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions de stockage et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Framatome SAS – Etablissement de Montbard
- 5 AVENUE DU GENERAL LECLERC 21500 Montbard
- Code AIOT : 0005401360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

FRAMATOME MONTBARD est spécialisé dans la production de tubes sans soudure à usage nucléaire.

Le site produit des faisceaux de tubes cintrés et des produits tubulaires spécialisés, en alliage de nickel et en acier inoxydable destinés aux générateurs de vapeur.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Conditions de stockage et de manipulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant disposait du listing des produits stockés sur son site et des fiches de données et de sécurité de ceux-ci.

La visite a permis de constater que les produits étaient stockés dans des armoires avec rétention. Cependant, il apparaît que les conditions de stockage préconisées par les FDS ne sont pas suffisamment prises en compte.

L'exploitant doit réaliser une analyse critique sur ses stockages afin de s'assurer que ceux-ci respectent les conseils des FDS, notamment vis-à-vis des incompatibilités pouvant exister entre deux produits et ne devant pas être associés à une même rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 04/10/2010 - Article 49 - État des matières stockées. "Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis la copie du document « État des stocks de produits chimiques ». Celui-ci énumère, entre autres, par localisation (Magasin, Parc, parc à déchets), l'emplacement, la désignation, l'unité de compte, le stock au 1 avril 2025, des produits neufs présents.</p> <p>OBSERVATION L'inspection a fait remarquer que cette liste ne faisait pas apparaître l'ensemble des matières présentes sur le site tel que par exemple les bains de traitement.</p>

OBSERVATION

Comme le prescrit l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010, l'état des matières stockées est facilement accessible et tenu en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Cet état des matières stockées vise, entre autres, à rendre disponible la nature et les risques liés aux produits présents sur le site ainsi que leur localisation au sein de l'établissement, pour les services d'incendie et de secours (SDIS).

Or le document « État des stocks de produits chimiques » présenté ne permet de connaître ni la nature, ni le risque lié au produit (exemple : « Huile VN - L5 PRODUIT DANGEREUX »).

L'inspection invite l'exploitant à reprendre les éléments à sa disposition afin d'établir un état des matières stockées pouvant utilement faire apparaître le nom du produit, et/ou le N° CAS, le conditionnement, la quantité, le risque et sa localisation, et que cet état soit sur un support pouvant facilement être mis à disposition des services de secours en cas d'accident.

Pour la suite de la visite, l'inspection a choisi de contrôler le respect des prescriptions pour les produits suivants :

- « Acide Sulfurique 55 % - REF. 101 641 »
- « Huile VN - L5 »
- « Lessive de soude »

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 04/10/2010 - Article 49 - État des matières stockées.

« [...]

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

- a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,
- b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très

<p>bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué à l'inspection que les Fiches de Données et de Sécurité (FDS) étaient disponibles sur le réseau informatique et disponibles pour toutes personnes ayant un accès à celui-ci.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'une FDS de sécurité simplifiée était présente à chaque emplacement où sont utilisés les produits.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de présenter les fiches de données et de sécurité (FDS) de l'« Acide Sulfurique 55 % - REF. 101 641 », l'« Huile VN - L5 » et la « Lessive de soude » mentionnées sur le « État des stocks de produits chimiques ».</p> <p>Pour l'« Acide Sulfurique 55 % - REF. 101 641 », la FDS présentée par l'exploitant mentionne en nom commercial : « Acide sulfurique 55 % ». C'est la version 2.0, elle a été révisée le 24 décembre 2024.</p> <p>Pour la « Huile VN - L5 », la FDS présentée par l'exploitant mentionne en nom commercial : « VN - L5 ». C'est la version 1.3, elle a été révisée le 18 juin 2024.</p> <p>Pour la « Lessive de soude », la FDS présentée par l'exploitant mentionne en nom commercial : « Lessive de soude 30,5 % ». C'est la version 1.4, elle a été révisée le 24 décembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers ; 3) composition/informations sur les composants ; 4) premiers secours ; 5) mesures de lutte contre l'incendie ; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ; 7) manipulation et stockage ; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ; 9) propriétés physiques et chimiques ; 10) stabilité et réactivité ; 11) informations toxicologiques ; 12) informations écologiques ; 13) considérations relatives à l'élimination ; 14) informations relatives au transport ; 15) informations relatives à la réglementation ; 16) autres informations.

<p>Règlement européen n° 1272/2008 - CLP article 17 (obligation de l'étiquetage). « Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les fiches de données et de sécurité présentées par l'exploitant comportaient l'ensemble des rubriques prescrites à l'article 3.6 du règlement (CE) n° 1907/2006 REACH.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'étiquetage des fûts pour l'acide sulfurique et la lessive de soude, et des Grands Récipients Vrac pour l'huile VN L5 comportaient l'ensemble des informations prescrites par l'article 17 du règlement n° 1272/2008 - CLP.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 - Article 47 « [...] » L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. [...] »</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) 5.1 mesures de lutte contre l'incendie;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué passer par une société extérieure pour être conseillé sur l'implantation et le type des moyens d'extinction nécessaires en fonction des zones et des substances présentes à proximité.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence à l'entrée de la zone de stockage de deux extincteurs, dont un à poudre ABC.</p> <p>Au vu des FDS présentées, ce type de moyen d'extinction n'est pas incompatible pour les feux où pourrait être présents soit l'acide sulfurique, soit la lessive de soude, soit l'huile VN L5.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 - Article 47

« [...] »

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

[...] »

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

7.1.1 : recommandations de manipulation

7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;

Constats :

L'exploitant a expliqué que des FDS simplifiées, rappelant entre autres les conditions de manipulation, sont affichées aux endroits où les produits sont utilisés.

L'inspection a contrôlé les conditions de stockage dans les armoires de stockage et de rétention sur la zone dite « zone déchets ».

L'inspection a constaté que les huiles VN-L5 étaient stockées en extérieur dans des armoires disposant de rétention, celles-ci (armoire et rétention) étant exclusivement réservées à ce produit.

OBSERVATION

L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que la FDS du VN-L5 précise que la température de stockage préconisée est de + 5°C à + 40 °C. Or, les conditions en armoire de stockage en extérieur et sans système de chauffage dit « hors gel », ne permettent pas de garantir le respect de cette préconisation.

L'inspection a constaté que la lessive de soude était stockée dans une armoire disposant de rétention. L'inspection n'a pas constaté, au vu des étiquetages de produits, de substance incompatible dans l'armoire de stockage contenant, entre autres, la lessive de soude.

OBSERVATION

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les caillebotis sur lesquels repose le fût de lessive de soude sont potentiellement recouverts d'une couche de zinc. Or, selon la FDS, la lessive de soude peut entraîner, entre autres, une réaction avec le zinc avec dégagement d'hydrogène.

NON-CONFORMITÉ

L'inspection a constaté que les deux fûts d'acide sulfurique à 55 % stockés dans une armoire disposant de rétention étaient posés sur des palettes en bois à proximité de fûts d'huile. Or la FDS préconise que l'acide sulfurique doit être tenu à l'écart des matières combustibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions régionales, Rétention

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 - Article 47 article 25-II

« [...]

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention

[...]».

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) - rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles

Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers

Constats :

L'exploitant a informé que jusqu'à ce jour, les préconisations des FDS concernant les règles de stockage et de stabilité/réactivité préconisées par les FDS n'étaient pas prises en compte pour l'évaluation des conditions de stockage et plus particulièrement sur la compatibilité.

L'exploitant s'appuie sur le tableau générique des incompatibilités des produits chimiques en fonction des étiquettes de danger.

Lors de la visite, hormis le stockage de l'acide sulfurique (cf. point de contrôle n°5), l'inspection n'a pas observé de stockage de produit qui, au vu de l'étiquetage, pouvait présenter une incompatibilité.

OBSERVATION

L'inspection rappelle à l'exploitant que le tableau générique des incompatibilités permet une première approche générique, mais l'analyse de la FDS est primordiale pour s'assurer que les rétentions sont bien associées à des produits ne présentant pas d'incompatibilité entre eux.

Type de suites proposées : Sans suite